

**Politique**

**Pour préparer au mieux l'avenir du Mali : Soumi à la tête d'une vraie opposition**

En acceptant d'avance la victoire de son challenger, malgré les inconvénients constatés par-ci et par-là, Soumaïla Cissé (Soumi) réécrit une nouvelle page de notre démocratie. Il lui reste alors d'assumer avec fracas son statut de chef de file de l'opposition. Pour préparer au mieux un avenir radieux pour notre pays. Il est aujourd'hui clair qu'Ibrahim Boubacar Kéïta (IBK) âgé de 68 ans est incontestablement le président élu du Mali. Il a ou doit avoir la conscience de s'assumer pour répondre aux multiples attentes d'un peuple frustré par les nombreux soubresauts qu'il a connus depuis bientôt deux ans. Pour y parvenir, IBK doit avoir face à lui une opposition qui joue pleinement son rôle. Et non une opposition de façade ou destructrice.

**SOURCE: Zénith Balé**

**Organisation des élections : LE REGARD CRITIQUE DES FEMMES POLITIQUES**

Elles ont scruté les scrutins pour relever les insuffisances dont la correction permettra d'améliorer le déroulement des rendez-vous électoraux à venir. Les femmes du cadre de concertation des partis politiques étaient réunies samedi au centre Aoua Keita pour jeter un regard rétrospectif sur l'organisation de l'élection présidentielle de juillet et août dans notre pays. Leurs attentes étaient parfaitement résumées par le thème de la rencontre : « Etude analytique de l'élection présidentielle 2013 : engagement des femmes pour le renforcement de la démocratie au Mali ».

**Source : Essor**

**Gouvernement**

**Dernier Conseil des ministres de la Transition : « NOUS AVONS ACCOMPLI UNE MISSION QUASI IMPOSSIBLE »**

Le président Dioncounda Traoré a estimé que le gouvernement a relevé « un challenge fou » en remplissant la double-mission de la Transition : rétablissement de l'intégrité territoriale et organisation d'élections transparentes et crédibles. Le parallèle est hasardeux à établir mais osons-le. Comme des acteurs qui viennent de donner leur ultime représentation, les membres du gouvernement de la Transition ont eu du mal hier à quitter la salle de délibérations du Conseil des ministres au palais de Koulouba. Cet ultime Conseil des ministres était une session extraordinaire. L'instant était solennel et l'émotion palpable dans la salle qui reçoit en principe tous les mercredis le président de la République et les ministres pour discuter et prendre les grandes décisions concernant la nation. Pour la petite histoire, il faut savoir que le gouvernement de Transition a siégé plus 80 fois en sessions ordinaires et extraordinaires. Avant l'arrivée du président de la République par intérim, Dioncounda Traoré, les ministres (certains détendus et d'autres un peu crispés) devisaient en petits groupes dans la cour. C'est aux environs de 12h10 que celui-ci arriva. Les ministres regagnèrent alors la salle et la séance pu s'ouvrir.

**Source : Essor**

**DIONCOUNDA TRAORE INVITE LES FORCES VIVES DE LA NATION À ACCOMPAGNER LES NOUVELLES AUTORITES**

En attendant de passer, demain, le témoin au président élu, Ibrahim Boubacar Kéïta, Dioncounda Traoré, a fait hier ses adieux de président de la République par intérim aux forces vives de la nation c'est-à-dire les organisations de la société civile et la classe politique. L'événement s'est déroulé aussitôt après la cérémonie de remise des médailles dans la salle des banquets du palais de Koulouba. C'était en présence du Premier ministre, Diango Cissoko, des membres du gouvernement, des présidents des institutions de la République et de nombre de personnalités. Le chef de l'Etat par intérim a saisi de cet instant solennel pour remercier les forces vives de la nation pour leur accompagnement dans la gestion de la transition. Dioncounda Traoré les a aussi invitées à accompagner les nouvelles autorités dans la réconciliation et la reconstruction du pays qui a connu 18 mois de crise profonde.

Les représentants des forces vives de la nation ont tour à tour félicité le président Dioncounda Traoré et l'ensemble des autorités de la transition pour avoir accompli avec satisfaction les missions qui leur avaient été confiées : la reconquête du nord du pays et l'organisation d'élections démocratiques et transparentes.

*Source : Eссор*

## Actualités

### **Avant de passer le témoin à IBK, Dioncounda rencontre Ouattara à Abidjan, mardi**

Le Président par intérim du Mali, Dioncounda Traoré, est attendu mardi à Abidjan où il sera reçu par son homologue ivoirien, Alassane Ouattara, a appris APA lundi soir de source proche de la présidence ivoirienne. Selon le département de la communication de la présidence ivoirienne M. Traoré sera accueilli à l'aéroport Félix Houphouët-Boigny (FHB) à 10h30, heure locale et Gmt par M. Ouattara par ailleurs, président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). A 12h00, poursuit la même source, le Président Alassane Ouattara, recevra Dioncounda Traoré en audience. Cette visite de Dioncounda Traoré en Côte d'Ivoire, interviendra au moment où Ibrahim Boubacar Keïta dit "IBK", élu au second tour de l'élection présidentielle du 11 août dernier avec 77,6 % des voix, va prêter serment mercredi devant la Cour suprême du Mali au Centre international de conférence de Bamako (CICB). L'audience solennelle à laquelle assisteront des personnalités et ambassadeurs accrédités à Bamako, sera précédée au palais présidentiel malien de Koulouba par une cérémonie de passation de service entre le président intérimaire Dioncounda Traoré et le nouveau président élu.

C'est le 19 septembre prochain que la boucle de l'investiture sera bouclée avec une manifestation "grandiose" à laquelle ont été invités une quarantaine de souverains et de Chefs d'Etat, dont le président français François Hollande. "IBK" a déjà sillonné la semaine dernière, trois pays africains notamment le Tchad, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso où il est allé dire "merci" et traduire la "reconnaissance" du peuple malien respectivement aux présidents Idriss Déby Itno, Alassane Ouattara et Blaise Compaoré.

*Source: APA News*

### **Tournée sous-régionale de IBK : LES ETAPES DE OUAGADOUGOU ET KARA**

Comme nous l'annonçons dans notre édition d'hier, le nouveau président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta, vient de boucler une tournée dans des pays de la sous-région. Après Abidjan, vendredi, il était samedi à Ouagadougou. Il était venu remercier son homologue burkinabè, médiateur de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CDEAO) dans notre crise, et demander l'appui du Burkina Faso pour la suite de la médiation entre le gouvernement et les groupes armés de Kidal. « Qu'est ce que nous pouvons entreprendre dans un pays, pour son développement, si le socle est instable ? Il faut déjà que nous retrouvions un partage heureux de notre pays. C'est cela la priorité : la réconciliation nationale sur des bases franches et saines », ajouté IBK. De Ouagadougou, le président de la République a mis le cap sur Kara, une ville dans le nord du Togo. Il a été à l'aéroport de Niamtougou par le président togolais Faure Gnassingbé.

*Source : Eссор*

### **Investiture d'Ibrahim Boubacar Keita : Le Président prend fonction, demain mercredi**

Elu président de la république du Mali, au terme du scrutin des 28 juillet et 11 août, Ibrahim Boubacar Keita prête serment demain mercredi, dans la salle Djély Baba Sissoko du Centre International des Conférences de Bamako(CICB). Cette cérémonie constitutionnelle qui précède la grande messe du 19 septembre prévue au stade du 26 mars, consacre l'entrée effective et officielle du nouveau chef de l'état pour un mandat de 5 ans. Ce sera en présence des personnalités politico-socio-économiques, des milliers de maliens de la capitale et des villes du pays, mais aussi de personnalités des pays étrangers. Difficile à l'heure où, nous bouclions la présente édition de savoir si, le président français, François Hollande prendra part à cette fête ou si, il attendra la messe du 19 sept, messe à laquelle, plus de 20 chefs d'état et de gouvernements prendront part.

*Source: La Nouvelle Patrie*

## Economie

### **Zone Office du Niger : LES RAVAGES DES INONDATIONS**

Plusieurs villages sont victimes des pluies diluviennes survenues ces deux dernières semaines

Les récentes pluies diluviennes successives qui se sont abattues sur le cercle de Niono (369 mm en 17 jours), ont occasionné partout des inondations dans la circonscription.

Des villages entiers ont été envahis par les eaux de pluie. A certains endroits, la situation est aggravée par le débordement des canaux d'irrigation comme dans le village de Kolodougou-coura à l'entrée de la ville de Niono. Partout, les dégâts, non encore évalués, sont importants. Mais fort heureusement, on ne déplore nulle part de perte en vies humaines.

*Source : Essor*

## Société

### **1552 logements sociaux de Tabacoro : LE CHANTIER REPART**

Le ministre du Logement, des Affaires foncières et de l'Urbanisme, David Sagara, a procédé samedi, à la relance des travaux de construction des 1552 logements sociaux de Bamako sur le site de Tabacoro dans la commune rurale de Yirimadio, sur la route de Ségou.

*Source : Essor*

### **Lutte contre les drogues en Afrique de l'ouest : Le WACD joue sa partition**

Dans le cadre de la lutte contre la drogue une délégation de la Commission Ouest-Africaine de lutte contre les drogues (WACD) a séjourné la semaine dernière dans notre pays dans le cadre de ses prises de contacts avec les autorités, les organisations régionales et internationales ainsi que la société civile de l'Afrique de l'ouest. Cette mission conduite par l'ancien Premier ministre togolais, Edem Kodjo a informé de la composition de son bureau par une dizaine de commissaire. L'objectif de cette visite pour l'ex-PM Edem Kodjo est de faire le point de la situation par son institution dans le cadre de la lutte contre les drogues enfin de prodiguer des recommandations dans un rapport prévu en début 2014.

*Source: L'Indicateur du Renouveau*

## Education

### **Concours d'entrée à la nouvelle ENA : 100 places à « pourboire »**

Très attendu, le concours d'entrée à la nouvelle ENA pour sa troisième promotion est lancé. Le dépôt de candidature a débuté depuis le 12 août dernier et prendra fin le 10 septembre prochain. Et déjà, plusieurs centaines de dossiers ont été reçus au niveau de la direction de l'établissement. Cependant, le nombre de places à pourvoir a déçu de nombreux jeunes diplômés sans emploi qui voient leur chance encore s'éloigner. Placée sous la tutelle du Premier ministre, l'ENA a une histoire et une réputation avant d'être transformée en nouvelle ENA. Pour rappel, elle a fêté ses 50 ans en 2008 et a formé beaucoup de cadres de l'administration malienne. L'Ecole Nationale d'Administration a été créée en 1958, à l'époque dénommée Ecole d'Administration du Soudan, elle prendra le nom d'Ecole Nationale d'Administration avec deux cycles de formation : un cycle A et un cycle B. Entre 1969 et 1970, à la suite de la création de l'Ecole Centrale pour l'Industrie, le Commerce et l'Administration(ECICA), l'ENA sera déchargée de la formation des cadres moyens (cycle B). En 1972, elle sera érigée en établissement public d'enseignement supérieur placée sous l'autorité du ministre chargé de l'éducation nationale. Cependant, en 1998 avec la mise en place de l'université de Bamako, les activités et les moyens de l'ENA seront transférées à la Faculté des Sciences Juridiques et Economiques(FSJE). Et dès lors, l'ENA avait cessé de fonctionner pendant plus d'une décennie. Et c'est vue sa nécessité et son apport dans la formation des cadres dont l'administration malienne a besoin qu'elle sera rouverte, mais sous forme de nouvelle ENA en 2006. Mais, c'est en 2009 qu'elle va démarrer ses activités. Avec comme missions essentielles d'assurer la formation initiale telle que l'apprentissage du métier avant l'entrée dans la vie active pour les fonctionnaires de la catégorie A des administrations de l'Etat et des collectivités territoriales. Notamment, des fonctionnaires qui ont vocation à servir dans l'administration générale, l'administration du travail, la diplomatie. Car désormais le recrutement de ces fonctionnaires se fera par la voie de l'ENA. L'ENA assure aussi la formation continue, destinée à ceux qui sont déjà dans la vie active. Il s'agit des cadres A et B des administrations de l'Etat et des collectivités territoriales. En plus elle assure les études et les recherches dans les domaines des sciences administratives, du management public, des finances et des disciplines connexes. Et son accès pour la formation initiale a lieu par voie de concours direct pour les titulaires d'un diplôme du niveau de la maîtrise. Et par concours professionnel pour les fonctionnaires appartenant à un corps de la catégorie B2. Si la création de cette école a suscité beaucoup d'espoir chez les milliers de jeunes diplômés qui peuplent les rues de Bamako, cet espoir a vite faite place au désespoir.

Cela à accusé du nombre très limité de places à pourvoir. A la première promotion, le nombre de places offertes étaient de 100, soit 20 pour les administrateurs civils, 10 pour les Conseillers aux affaires étrangères, 5, pour les inspecteurs des services économiques, 20 pour les inspecteurs de douanes. S'y ajoutent 15 pour les planificateurs, 12 pour les inspecteurs de finances, 5 pour les inspecteurs des impôts, 5 pour les inspecteurs du trésor et 8 pour les administrateurs du travail et de sécurité sociale. Et pour la troisième promotion dont les dossiers de candidatures sont en cours de dépôt, il est prévu 100 places dont 85 par concours direct et 15 par concours professionnel. En effet, pour le concours direct, 15 places sont prévues pour les administrateurs civils, 13 pour les conseillers aux affaires étrangères, 12 pour les inspecteurs des services économiques, 13 pour les inspecteurs de finances, 8 pour les inspecteurs des impôts, 4 pour les inspecteurs du trésor et 13 pour les planificateurs. Concernant le concours professionnel, les places à pourvoir se décomposent comme suit : 3 pour les administrateurs civils, 2 pour les conseillers aux affaires étrangères, 3 pour les inspecteurs de services économiques, 2 pour les inspecteurs des finances, 2 pour les inspecteurs des impôts, 1 pour les inspecteurs du trésor et 1 pour les planificateurs. Un nombre très décrié par de nombreux jeunes diplômés sans emploi qui estiment que ce nombre devrait être revu à la hausse pour permettre au maximum de sortir du « ghetto ». Cependant, bien que critiquée, et malgré le peu de places qui sont ouvertes pour le concours, les jeunes diplômés se bousculent à la Direction de la nouvelle ENA pour déposer leurs dossiers de candidatures. Car plusieurs centaines de dossiers auraient déjà été déposés. Et ce nombre pourrait doubler d'ici le délai prévu pour cela.

**SOURCE: Tjikan**

## **Sports et culture**

### **Art et Culture : Le CCGM valorise la marque Bogolan**

C'est dans le cadre de la construction d'une école à Sénou-Plateau que le centre culturel germano-malien (CCGM) en collaboration avec Dion Design ont organisé le 30 Aout 2013, dans les locaux du centre, une exposition et vente de produits Bogolan. Cette exposition a été réalisée grâce aux œuvres d'un jeune artiste plasticien qui dirige une structure dénommée Dion Design.

**SOURCE: Maliba Info**

### **Championnat d'Espagne : LE PREMIER TRIPLE POUR LIONEL MESSI**

A l'issue d'un match ébouriffant à Mestalla, la star argentine et ses coéquipiers barcelonais ont signé une troisième victoire en autant de matches de Liga, une performance également réussie par le Réal Madrid contre l'Athletic Bilbao (3-1) et par l'Atletico Madrid face à la Real Sociedad (2-1). Ces trois clubs comptent neuf points en trois matches et rejoignent en tête de la Liga Villarreal, flamboyant promu, qui avait dompté samedi soir Osasuna (3-0). Il faut dire que les matches du dimanche soir en Liga ont été spectaculaires : le FC Barcelone a mené 3-0 devant Valence grâce au triplé de Messi (11e, 39e, 41e), avant qu'un splendide doublé en deux minutes du Portugais Helder Postiga juste avant la mi-temps ne permette au club « ché » de revenir (3-2).

**Source : Eссор**

## **Divers**

### **RENOVATION DE KOULOUBA : pourquoi la Chine a dit niet**

Le nouveau président sera bientôt investi, mais sans pour autant s'installer dans le palais après le refus de la Chine de faire une donation dans ce sens, comme l'a révélé le ministre des Finances en personne, Abdoul Karim KONATE, au cours d'une rencontre avec le groupe de suivi budgétaire, lundi, à l'hôtel Massaley. C'est le secrétariat général de la présidence qui a évalué une requête de financement, sous forme de don, adressée aux autorités chinoises à travers le ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale pour rénover le palais de Koulouba à hauteur de 4 milliards et poussières de FCFA. Mais, la partie chinoise a négativement répondu à cette requête, selon le ministre KONATE. Ce refus de venir en aide à notre pays pour la réhabilitation du palais serait-il lié au rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur les causes de la permutation au niveau du gouvernement de la transition malienne?

On peut être tenté de répondre par l'affirmative parce que le dernier remaniement du gouvernement de la transition n'a enregistré aucune entrée ni aucune sortie, faisant couler beaucoup de salive et d'encre avec le refus du ministre des Finances, Tiéna COULIBALY, de s'exécuter sur certains dossiers jugés « louches ».

En effet, dans la note interne du FMI, il ressortait qu'un accord de prêt, à hauteur de 26 milliards de FCFA (39 millions d'euros), devrait être signé par le gouvernement de transition avec la banque chinoise Exim pour financer un projet de « Réseau national de sécurité » à exécuter par l'entreprise chinoise ZTE. Mais, à l'époque, le ministre COULIBALY avait résisté à la signature de ce prêt parce que le projet est techniquement jugé superflu. Car, toutes ses caractéristiques de sécurité sont incluses dans un projet de fibre optique chinoise déjà en cours d'exécution. En plus de cela, il était prévu de signer un autre accord de prêt doit avec la banque chinoise Exim, pour 40 milliards de francs CFA (80 millions de dollars US), pour la livraison de 600 camions fabriqués en Chine pour profiter à l'économie malienne. Le MEFB avait résisté une nouvelle fois, car il n'est pas clair que les opérateurs économiques recevraient les camions, ni dans quelles conditions ces opérateurs auraient remboursé le gouvernement. Cerise sur le gâteau : la réhabilitation de ce même palais par le biais d'un contrat d'une valeur de 4,4 milliards de francs CFA (6,7 millions d'euros) avec la société chinoise CHECHEC. Mais, le ministre de l'Economie au moment des faits a été d'avis qu'il est préférable de laisser ce contrat au nouveau gouvernement et nouveaux élus. Cette incompréhension, selon certaines sources, serait la vraie raison du changement de place dans le gouvernement de Django CISSOKO à moins de deux des élections. Mais est-ce réellement le même motif du refus de la Chine? Ce qui est clair, c'est que, entre-temps, les autorités maliennes en ont décidé autrement, avec des moyens propres : la réhabilitation du palais va commencer très bientôt et elle prendra fin pendant une durée de neuf mois, alors que le nouveau président malien, Ibrahim Boubacar KEITA, sera installé le 4 septembre et investi le 19 septembre prochain. En termes plus clairs : le président va donc rester dans sa résidence privée, à Sébénicoro, mais il installera ses bureaux dans les locaux du secrétariat général de la présidence à Koulouba, en attendant la fin des travaux de rénovation de l'édifice public.

*Source: info-matin*

## Rumeurs

### **L'ambassadeur sortant du Mali à Ouaga et l'ambassadeur entrant en viennent aux mains**

Le Mali semble être devenu le pays de tous les scandales. Après l'agression du président intérimaire dans ses propres bureaux par une foule en colère et la nomination du capitaine Sanogo au grade de général, les Maliens se donnent encore en spectacle. En effet, un scandale inattendu et jamais vu en diplomatie est arrivé à Ouagadougou, dans la capitale Burkinabé. L'ambassadeur malien sortant, Mamadou Traoré, dans l'attente de ses titres de rapatriement, a été rejoint par l'ambassadeur rentrant, Drissa Coulibaly, Secrétaire Général de l'UDD, le parti de l'actuel ministre des Affaires Etrangères. « Selon les textes, lorsqu'un diplomate est rappelé dans son pays, il bénéficie de titres de rapatriement avant de quitter son lieu d'affectation. », explique une source diplomatique. Or avant même de recevoir ces titres de rapatriement, l'ambassadeur en poste à Ouagadougou a commencé à être constamment harcelé au téléphone par celui qui a été nommé à sa place. Le sortant fait mine de ne rien entendre. Il continue à donner ses ordres aux employés et entend observer cette attitude jusqu'à ce que la passation de services soit faite. Logé dans un hôtel de luxe de Ouagadougou aux frais du contribuable malien et pressé de prendre la place à laquelle il a été nommé, le tout nouvel ambassadeur, Coulibaly, a poussé le bouchon jusqu'à vouloir chasser de force son homologue en place. La semaine passée, Coulibaly s'est rendu à l'ambassade du Mali à Ouagadougou. Reçu par son collègue en place, il lui reproche de se maintenir en place malgré un décret qui le relève. L'autre répond qu'il n'a pas encore reçu ses titres de rapatriement, à savoir une notification de la décision de relevée accompagnée de fonds destinés à l'évacuation de l'ambassadeur et de sa famille. Par conséquent, Traoré refuse de libérer les bureaux et la résidence d'ambassadeur tant que ces titres de rapatriement ne lui auront pas été remis. Altercation. Injures. Les deux diplomates se tiennent par le collet de la veste, tels des lutteurs sénégalais en compétition. Les services de sécurité du pays d'accueil, alertés par les employés de l'ambassade, refusent d'intervenir dans une affaire qu'elles jugent ridicule et honteuse. Les esprits ont fini par se calmer et les deux lutteurs, après s'être mesurés au corps-à-corps, ont compris qu'il valait mieux arrêter là le spectacle. En attendant, le personnel de l'ambassade ne sait plus à quel Saint se vouer ni les ordres de quel ambassadeur exécuter (le sortant ou le rentrant ?).

*SOURCE: Procès Verba*

**Nelson Mandela à nouveau chez lui mais pour combien de temps?**

L'ancien président Nelson Mandela est-il rentré chez lui pour y mourir en paix, à 95 ans? Personne ne le sait en Afrique du Sud, mais les médias et l'opinion se réjouissaient lundi de le voir retrouver un lieu familier après des mois d'hospitalisation. L'annonce de sa sortie de clinique dimanche faisait bien sûr la Une, mais à l'exception du quotidien The New Age proche du pouvoir, criant victoire sous le titre « Joie dans le monde pour Mandela », l'information a été accueillie avec sobriété voire gravité.

*Source : RFI*

**Sénégal: un gouvernement très politique, pour un nouveau souffle économique**

Aminata Touré, qui remplace à la tête du gouvernement le technocrate et ex-banquier Abdoul Mbaye, a formé une équipe de 32 membres au total à l'issue de consultations entamées peu après sa nomination, dimanche, et qui se sont achevées lundi 2 septembre au soir. Le nouveau gouvernement ainsi formé aura pour lourde tâche de résoudre les problèmes structurels qui handicapent le pays à commencer par des délestages qui persistent et une agriculture qui pourrait être bien plus performante.

*Source : RFI*